

Vendredi 21 Décembre

SCOLARITÉ

Réformes à l'école: la rentrée sera chaude!

Une partie des petits Romands reprend demain le chemin de l'école. Jamais une rentrée n'aura coïncidé avec une aussi profonde remise en question de l'enseignement primaire. Plusieurs révolutions sont sur les rails, comme l'initiative pour le libre choix entre le public et le privé.

**Stéphanie Germanier - le 16 août 2008,
21h46
Le Matin Dimanche**



Image © Keystone

Sacs au dos, moral peut-être au fond des chaussettes, une partie des enfants romands reprend demain le chemin de l'école. La plupart se rassieront sur les bancs de l'établissement public le plus proche, certains dans les salles plus confidentielles d'une école privée. Pas de choix aujourd'hui, à moins d'en avoir les moyens. Lancée par le lobby parents, une initiative qui prône le libre choix de l'école pour tous pourrait pourtant tout remettre en question ces prochaines années. Une réforme parmi d'autres (lire ci-dessous) qui déchaînent les passions et monopolisera l'attention de tous les partis politiques à la rentrée.

A l'heure où les cours des écoles recommencent à se remplir d'enfants, c'est dans la cour des grands que les bagarres promettent d'être les plus palpitantes cet automne.

Votations à venir

Si les parents ne sont pas encore confrontés au dilemme cette année, l'initiative pour le libre choix passera, elle, son premier grand examen cet automne. Les citoyens de Bâle-Campagne diront tout prochainement ce qu'ils pensent de la possibilité de choisir de scolariser leur enfant dans le public ou dans le privé et cela gratuitement. Le libre choix s'accompagne en effet du principe que l'Etat financerait de manière équivalente toutes les écoles, publiques comme privées, pour autant que ces dernières acceptent tout le monde.

Onze autres cantons alémaniques emboîteront le pas des Bâlois une fois les signatures récoltées, tout comme le canton de Vaud et vraisemblablement Genève, où le lobby parents à l'origine du projet est en train de s'organiser. Souvent décrié, le libre choix est associé à la fin de l'école publique républicaine. Susanne Bergius, présidente du lobby parents Vaud, remet les pendules à l'heure. «Nous ne voulons pas de la disparition de l'école publique. Au contraire, à terme devraient coexister trois sortes d'écoles: les écoles publiques, les écoles privées qui acceptent de devenir publiques et les écoles privées qui demeureront élitistes. Nous voulons seulement élargir l'offre publique et ainsi encourager, par la concurrence, les établissements à offrir un enseignement de qualité et diversifié». Si la mise en place d'un tel système semble extrêmement compliquée, les initiants assurent qu'il n'en est rien. Les pays étrangers qui ont déjà choisi la voie du libre choix constatent d'ailleurs qu'entre 80 et 95% des parents continuent à scolariser leurs enfants dans l'école publique la plus proche.

Bagarres en vue

A l'heure où les cours d'école recommencent à se remplir, c'est dans la cour des grands que les bagarres promettent d'être les plus nombreuses cet automne.

HarmoS: une harmonisation, pas une uniformisation

Harmoniser les plans d'étude au niveau suisse, mais pas

uniformiser. Cet accord intercantonal réglera par exemple la durée des cycles primaire et secondaire, les méthodes pédagogiques ou encore l'âge d'entrée à l'école obligatoire. Le projet prévoit aussi des prises en charge de jour et des horaires continus. L'UDC est le seul parti à combattre cette réforme, en lui prêtant tous les maux et les défauts du monde et en l'accusant de vouloir étatiser l'éducation des enfants. Or, le système ne se veut pas aussi rigide que les agrariens le laissent croire. Il serait même plutôt flou et vide de substance à y regarder de plus près, puisqu'aucune directive n'a valeur d'obligation. Pas question, par exemple, de forcer tous les enfants à commencer l'école à 4 ans (dérogations possibles). Pas question non plus de contraindre les parents à placer leur progéniture dans des structures entre 7 h du matin et 6 h du soir. HarmoS n'est pas encore entré en vigueur puisque le délai référendaire court dans plusieurs cantons. L'accord sera effectif une fois que 10 cantons l'auront ratifié et mis en place en douceur ces prochaines années.

Il n'y a pas de fronde en Suisse romande, où il semble clair qu'HarmoS n'apportera pas de changements spectaculaires et ne fera que confirmer les pratiques actuelles.

Accueil et intégration: des idées dans l'air

L'accueil de jour pour les écoliers s'impose petit à petit, mais surtout sur le papier. HarmoS prévoit que la pratique gagne tous les cantons, mais chaque région ou établissement pourra continuer à agir selon son bon vouloir.

Les Vaudois et les Genevois ont décidé de prendre les devants. Les radicaux surtout. Dans les deux cantons, une initiative est en cours pour demander la prise en charge des enfants de 7 h 30 à 18 h. Côté intégration, c'est aussi, en partie, de la Suisse romande que les idées fusent. Celle de répartir harmonieusement les élèves non francophones dans les classes selon un quota par exemple. Une proposition du radical genevois Hugues Hiltbold qui s'est vu opposer plus de critiques que d'engouement, même si le problème de la surprésentation d'élèves non allophones est communément diagnostiqué. La plupart des partis imaginent résoudre le problème en offrant des cours

d'appui adaptés. L'UDC joue, elle, la carte de la rigueur en refusant les classes dites normales aux élèves qui ne maîtrisent pas notre langue. Lors de son congrès du 23 août, l'UDC proposera par ailleurs de revenir à une école plus traditionnelle. Au programme: la réintroduction du dialecte durant les premières années de scolarisation et un examen à la fin de l'école primaire.

Editorial: les parents n'ont pas toujours raison

Les parents ont-ils toujours raison? Depuis quelques mois déjà, le lobby qui affirme les incarner à l'échelle de la nation prêchent pour le libre choix de l'école, publique ou privée. Plusieurs cantons voteront.

Par Blaise Willa

Rendons-leur grâce, à ces parents: leur ambition est parfaitement légitime. Un libre choix pour une école meilleure, un meilleur enseignement pour de meilleurs élèves, de meilleurs enfants pour de bien meilleurs parents.

Trop longtemps, il est vrai, l'école publique a erré dans des bourbiers pédagogiques qui ont laissé de bien funestes traces sur l'uniforme. Quel parent, quel élève, du reste, n'en a jamais payé le prix? Se sont ajoutés, au fil des ans, l'extraordinaire défi de la multiculturalité dans les classes ou les pics que l'étude Pisa (Programme international pour le suivi des acquis des élèves) s'emploie parfois à nous envoyer. Non, l'école ne tourne pas toujours rond, les réponses, encore moins.

Le hic, c'est que la «réforme» prônée aujourd'hui par ce lobby n'est pas la bonne.

Même imparfaite, l'école «publique» doit en effet demeurer une et entière. Car elle est constitutive et garante de notre démocratie: un même enseignement pour tous, un droit égal à la connaissance pour chacun. Démocratie? Ce principe primordial vaut bien, après tout, celui que le lobby parents brandit comme une promesse de rédemption, la concurrence du marché...

Car en mettant à disposition de leurs enfants toutes les écoles privées, tous les courants pédagogiques, religieux ou artistiques, les parents ouvrent de fait un dangereux self-service.

Comment imaginer sérieusement qu'un enfant habitant en zone rurale aura le même choix qu'en zone urbaine? Qu'une école réputée plus «facile» n'en vide pas d'autres, plus exigeantes? Que des ghettos ne poussent pas comme des champignons?

Nos enfants valent mieux que cela! Parents, ne bradons pas l'école sur l'autel de l'individualisme.

Imprimer

Vendredi 21 Décembre

Droit de reproduction et de diffusion réservés



© Le Matin Online | www.lematin.ch
Edipress Publications SA